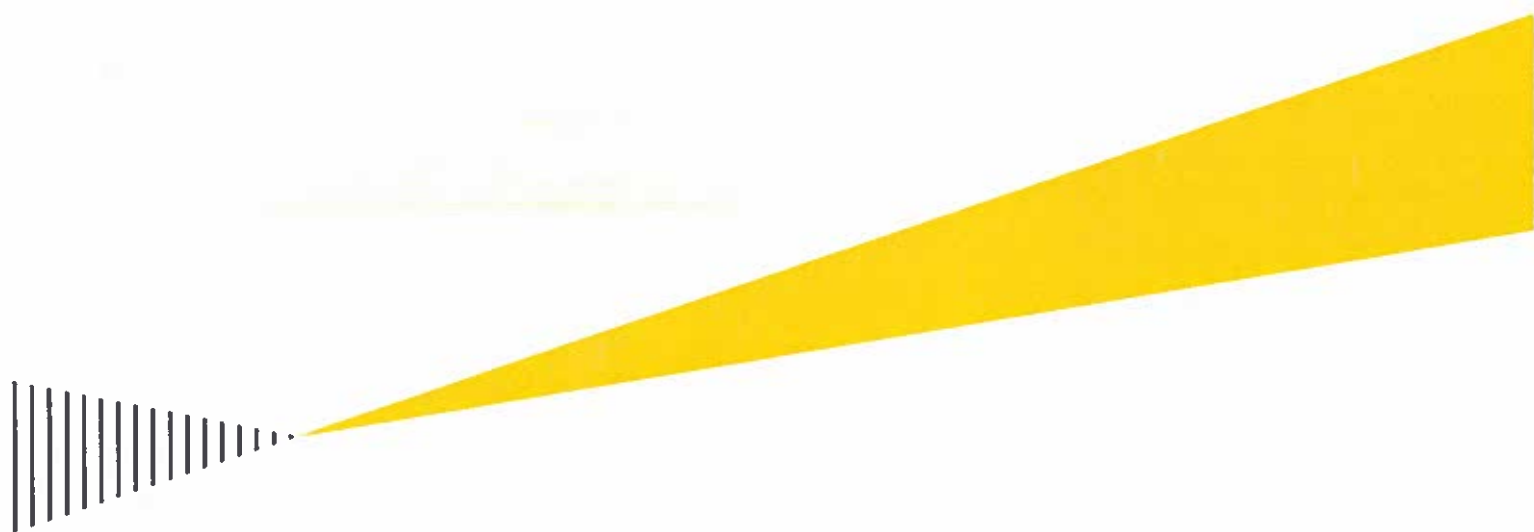

AIRTEL GABON, S.A.

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les états financiers annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2016



EY

**Building a better
working world**

AIRTEL GABON, S.A.
BP. 9259 - Libreville
République Gabonaise

**Rapport du Commissaire aux comptes
à l'assemblée générale des actionnaires**

Etats financiers annuels
Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires d'Airtel Gabon S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport de commissaire aux comptes sur les états financiers de la société Airtel Gabon S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la société Airtel Gabon, la «société», qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016, le compte de résultat et le tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE) pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état annexé y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et principes comptables édictées par le système comptable de l'Acte Uniforme OHADA (SYSCOHADA).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société Airtel Gabon S.A. conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes Internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon le code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Nous attirons votre attention sur la note A.1. de l'état annexé qui rappelle le maintien des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité d'exploitation pour arrêter les états financiers de l'exercice 2016.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au management de la société. Les autres informations se composent des informations préparées sur une base annuelle par le management et dont l'objet consiste à fournir aux organes chargés de la gouvernance des informations sur les activités de la société, ainsi que sur ses résultats financiers et sa situation financière, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers. Ces autres informations ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur indépendant sur ces états. Ces autres informations sont censées être mises à notre disposition après la date du présent rapport.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus lorsqu'elles seront mises à notre disposition et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lecture de ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous serons tenus de le signaler.

Responsabilité du conseil d'administration pour les états financiers

Le conseil d'administration de la société est responsable de l'établissement et la présentation sincère des états financiers conformément aux principes et méthodes comptables édictées par le système comptable de l'Acte Uniforme OHADA (SYSCOHADA), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au conseil d'administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation sauf si le management a l'intention de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités du Commissaire aux comptes pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

En application de la loi, nous vous signalons les faits suivants :

L'Assemblée Générale Extraordinaire devant se prononcer sur la dissolution anticipée de la société, n'a pas été convoquée dans le délai des quatre (4) mois prescrit par l'article 664 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, exposant ainsi votre société aux sanctions prévues par l'article 667 dudit Acte Uniforme qui stipule que tout intéressé peut demander sa dissolution.

Toutefois, nous constatons que la réunion du Conseil d'Administration du 05 Décembre 2016 avait bien évoqué le point sur la poursuite des activités de la société. A la date du présent rapport, cette irrégularité juridique exposerait également votre société aux dispositions de l'article 901 de l'Acte Uniforme OHADA portant sur les dispositions pénales.

Il convient de noter que ce point figure à l'ordre du jour de l'assemblée générale mixte devant statuer sur les états financiers annuels de l'exercice 2016.

Libreville, le 29 mars 2017

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG



LUDOVIC NBATSE
EXPERT COMPTABLE AGREE CEMAC EC146



ERIK WATREMEZ
ASSOCIÉ

AIRTEL GABON, S.A.
ETATS FINANCIERS ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

ETATS FINANCIERS

Bilan	2 - 3
Soldes intermédiaires de gestion	4 - 5
Tableau financier des ressources et des emplois	6 - 8

ANNEXE

Note de présentation générale	10 - 15
Notes explicatives sur les états financiers	16 - 20

BILAN

2

SITUATION PATRIMONIALE

AIRTEL GABON S A

BILAN ACTIF	Brut	Amortissements Provisions	Net exercice	Net exercice précédent
CHARGES IMMOBILISEES				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 226 441 043	-18 772 505 647	4 453 935 396	6 243 371 113
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	259 531 295 062	-192 798 562 552	66 732 732 510	87 450 465 397
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES	876 926 498	-276 226 778	600 699 720	861 303 578
Total de l'actif immobilisé	283 634 662 603	-211 847 294 978	71 787 367 625	94 555 140 088
VALEURS D'EXPLOITATION	1 667 175 061	-1 552 338 661	114 836 400	617 238 273
VALEURS REALISABLES ET DISPONIBLES A COURT TERME				
Fournisseurs- avances et acomptes versés	510 132 881		510 132 881	1 357 187 684
Comptes courants compagnies d'assurances				
Clients	15 966 639 128	-9 962 452 461	6 004 186 667	7 308 520 139
Autres débiteurs	5 813 764 270		5 813 764 270	8 296 976 602
Etat et Organismes Africains ou Internationaux Actif	179 584 020		179 584 020	5 895 946 422
Associés et sociétés apparentées-actif	5 468 117 736		5 468 117 736	4 905 195 487
Titres à court terme				
Effets et warrants à recevoir				
Chèques et coupons à encaisser				
Banques et chèques postaux	1 885 649 789		1 885 649 789	3 878 295 582
Caisses	1 106 018 979	-163 349 460	942 669 519	448 386 863
Virements de fonds				
Ecarts de conversion ACTIF	6 078 081 510		6 078 081 510	3 314 071 844
Total	37 007 988 312	-10 125 801 921	26 882 186 391	35 404 580 623
TOTAL DE L'ACTIF	322 309 825 975	-223 525 435 560	98 784 390 415	130 576 958 984

AU 31 DECEMBRE 2016

BILAN PASSIF	Exercice	Exercice précédent
CAPITAL SOCIAL	6 000 000 000	6 000 000 000
RESERVE LEGALE	1 268 947 350	1 268 947 350
RESERVES LIBRES	1 110 129 274	1 110 129 274
REPORT A NOUVEAU	-59 757 958 437	-4 012 143 175
RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-29 393 496 566	-55 745 815 264
CAPITAUX PROPRES	-80 772 378 380	-51 378 881 816
EMPRUNTS	97 642 890 235	57 852 769 522
CREDIT-BAUX		
AUTRES DETTES	630 019 183	611 563 656
PROVISIONS POUR CHARGES ET PERTES	10 982 295 674	7 481 052 136
Total	109 255 205 091	65 945 385 313
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs	48 108 378 196	81 402 059 754
Clients avances reçues		
Etat et Organismes Africains ou Internationaux Passif	2 168 983 814	5 377 504 797
Dettes sociales	447 637 307	1 502 254 598
Autres créanciers	370 720 151	3 428 663 469
Associés et sociétés apparentées-passif	6 737 994 473	4 339 719 334
Risques provisionnés	1 879 758 487	2 567 726 584
Banque - crédits d'escompte		
Banque - Crédits SPOT		
Banques - découverts	10 588 091 277	17 392 526 950
Ecarts de conversion PASSIF		1
Total	70 301 563 704	116 010 455 487
TOTAL DU PASSIF	98 784 390 415	130 576 958 984

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2 0 16

	Exercice	Exercice précédent
ACTIVITE D'EXPLOITATION		
Ventes articles	529 007 463	520 816 497
Achats de marchandises	-336 438 334	-499 176 655
- Variation des stocks de marchandises	-445 682 404	-765 811 317
MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	-253 113 275	-744 171 475
Service vendu	86 242 301 079	98 306 731 201
Production stockée		
Matières et fournitures consommées		
- Variation des stocks de matières		
Production immobilisée		
MARGE BRUTE SUR MATIERES	86 242 301 079	98 306 731 201
Produits accessoires		
CHIFFRE D'AFFAIRES	86 771 308 542	98 827 547 698
Subventions d'exploitation	10 776 202 623	23 122 990
Autres produits	-2 102 311 376	-4 040 058 713
Autres achats		
- Variation des stocks		
Transports	-449 451 566	-661 373 275
Services extérieurs	-46 063 465 823	-69 698 159 219
Impôts et taxes	-14 567 426 572	-18 632 032 143
Autres charges	-9 128 375 106	-7 622 036 427
	-72 311 030 444	-100 653 659 778
VALEUR AJOUTEE	24 454 359 984	-3 067 977 062
Frais de personnel	-16 370 271 296	-18 657 594 205
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	8 084 088 687	-21 725 571 267
Reprise sur provisions		701 212 387
Dotations aux amortissements	-24 411 952 699	-23 035 258 731
Dotations aux provisions	-3 012 679 566	-2 775 898 543
RESULTAT D'EXPLOITATION	-19 340 543 577	-46 835 516 153

COMPTE DE RESULTAT DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2 0 1 6

	Exercice	Exercice précédent
	589 680 328	
ACTIVITE FINANCIERE		
Revenus financiers	-1 793 305	60 677 932
Gains de change		
Reprises de provisions financières		
Transfert des charges		
Frais financiers	-6 585 761 231	-2 345 348 879
Pertes de changes	-2 587 236 617	-5 047 441 130
Dotations aux amortissements et provisions financières		-589 680 328
RESULTAT FINANCIER	-9 174 791 153	-7 921 792 404
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	-28 515 334 730	-54 757 308 558
HORS ACTIVITES ORDINAIRES		
Charges H.A.O		
Produits H.A.O		
Produits des cessions d'immobilisations		
Charges des cessions d'immobilisations		
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES		
Impôt sur les sociétés	-878 161 837	-988 506 707
RESULTAT NET	-29 393 496 566	-55 745 815 264

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DESEMPLOIS (TAFIRE)

AIRTEL GABON S.A

	Exercice	Exercice précédent
1ière Partie : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE		
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	8 084 088 687	-21 725 571 267
Transferts de charges d'exploitation		
Revenus financiers	-1 793 305	60 677 932
Transferts de charges financières		
Gains de change		
Pertes de change	-2 587 236 617	-5 047 441 130
Frais financiers	-6 585 761 231	-2 345 348 879
Régularisation		
Impôt sur les sociétés	-878 161 837	-988 506 707
Produits et charges HAO		
C.A.F.G	-1 968 864 302	-30 046 190 050
Distribution de Dividendes		
AUTOFINANCEMENT (A.F)	-1 968 864 302	-30 046 190 050
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E)		
<i>VARIATION DE L'ACTIF CIRCULANT</i>		
Valeurs d'exploitation	-502 401 874	395 117 616
Fournisseurs - avances et acomptes versés	-847 054 803	348 523 116
Clients	-1 304 333 472	-12 049 192 445
Autres débiteurs	-2 483 212 332	-2 544 170 859
Etat et Organismes Africains ou Internationaux	-5 716 362 402	3 106 354 451
Associés et sociétés apparentées	562 922 248	2 288 247 626
Total (1)	-10 290 442 635	-8 455 120 495
<i>VARIATION DU PASSIF CIRCULANT</i>		
Fournisseurs	-33 293 681 557	16 670 735 629
Clients avances reçues		
Etat et Organismes Africains ou Internationaux	-3 208 520 983	-1 193 852 144
Dettes sociales	-1 054 617 292	-152 788 263
Autres créanciers	-3 057 943 318	1 845 030 677
Associés et sociétés apparentées	2 398 275 139	2 483 429 372
Risque provisionné	-687 968 097	-261 980 225
Total (2)	-38 904 456 109	19 390 575 047
VARIATION DU B.F.E. (1) - (2)	31 378 023 140	-27 845 695 542
EXCEDENT DE TRESORERIE (E.T.E)		
EBE	8 084 088 687	-21 725 571 267
+/- Variation du B.F.E	-31 378 023 140	27 845 695 542
- Production immobilisée		

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DESEMPLOIS (TAFIRE)

	Exercice		Exercice précédent
2ième Partie : TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)			
INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS	Emplois	Ressources	
Charges immobilisées			
CROISSANCE INTERNE			
Acquisitions / Cessions d'immobilisations incorporelles			-46 937 812
Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles	12 480 912 868	747 229 980	38 800 952 009
Total	12 480 912 868	747 229 980	38 754 014 197
CROISSANCE EXTERNE			
Acquisitions / Cessions d'immobilisations financières	15 622 920		581 269 638
Total	15 622 920		581 269 638
INVESTISSEMENT TOTAL	11 749 305 808		39 335 283 835
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	31 378 023 140		-27 845 695 542
EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER	43 127 328 948		11 489 588 293
EMPLOIS / RESSOURCES BF HAO			
EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS			
Remboursements des emprunts et dettes financières			20 064 121 781
EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	43 127 328 948		31 553 710 074

AU 31 DECEMBRE 2015

	Exercice	Exercice précédent
2ième Partie (suite) : TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)		
FINANCEMENT INTERNE	Emplois	Ressources
Dividendes (emplois) / C.A.F.G (ressources)		-1 968 864 302
		30 046 190 050
FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES		
Augmentation de capital		
Subvention d'investissement		
Prélèvement sur le capital		
Total		-1 968 864 302
		30 046 190 050
FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS		
Emprunts		39 790 120 713
Autres dettes financières		62 781 400 525
		611 563 656
Total		39 790 120 713
		63 392 964 181
RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		37 821 256 411
		-33 346 774 131
EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT	5 306 072 537	-1 793 064 057
VARIATION DE LA TRESORERIE		
Trésorerie nette		
à la clôture de l'exercice	-7 759 771 970	-13 065 844 505
à l'ouverture de l'exercice	-13 065 844 505	-11 272 780 448
VARIATION DE LA TRESORERIE	5 306 072 535	-1 793 064 057

ANNEXE

1. NOTE DE PRESENTATION GENERALE

A. Principes et méthodes comptables

1. Méthode générale d'évaluation appliquée par l'entreprise

Les états financiers annuels de la société ont été établis conformément aux principes comptables admis par le Système Comptable de l'OHADA, en particulier le respect :

- de la règle de prudence ;
- de l'hypothèse de la permanence d'exploitation ;
- du principe de la permanence des méthodes ;
- de l'indépendance des exercices.

Au 31 Décembre 2016, les états financiers font apparaître, après prise en compte du résultat déficitaire de l'exercice qui s'élève à FCFA 29 393 496 566, une situation nette déficitaire de FCFA 80. 772 378 380.

La société a mis en place un plan d'action visant à réaliser des bénéfices au cours des prochains exercices. Ces actions visent à reconquérir de nouvelles parts de marchés à travers plus de visibilité sur le marché et les médias, développement et amélioration du réseau ; une optimisation des charges de la société et mise en place d'une organisation interne plus efficiente.

La réalisation de ces objectifs se fait avec le support financier et technique du groupe à travers l'octroi d'un emprunt de USD 300.000.000 en décembre 2015.

Les états financiers ont ainsi été préparés sur la base du principe de la continuité d'exploitation.

Le système normal est appliquée et la comptabilité est tenue chronologiquement et permet d'éditer les journaux, le grand-livre et la balance.

2. Méthodes spécifiques d'évaluation

2.1 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée de vie estimée.

Les taux d'amortissements appliqués sont les suivants :

Licences	10 ans
Logiciels	3 ans
Installations réseau	10 ans
Base station équipement	10 ans
Aménagements et installations	15 ans
Matériel	5 ans
Mobilier/Matériel administratif et autres équipements	5 ans
Matériel Informatique	3 ans
Matériel et Mobilier de bureau	5 ans
Mobilier de logement	5 ans
Matériel de transport	5 ans

2.2 Stock

Les stocks sont principalement composés de combinés, accessoires, cartes sim. Ils sont valorisés suivant la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées ainsi :

- Combinés et accessoires : stocks de plus d'un an mais de moins de 2 ans provision à 50%.
Stock de plus de 2ans provision à 100%;
- Stock de Carte sim : provision à 100% dès entrée en stock.

2.3 Créances d'exploitation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Suivant l'âge et le type de créances, une provision pour dépréciation est constatée :

- Les créances commerciales (roaming & postpaid et interconnexion) font l'objet d'une provision pour dépréciation à 100% lorsque celles-ci présentent une antériorité supérieure à 90 jours.

2.4 Provision pour risques et charges

Provision pour ISR : AIRTEL GABON, dans un souci de prudence, évalue l'ISR en considérant que tout agent de l'entreprise aura systématiquement droit à celle-ci, quelque soit le motif du départ. Cette provision, considérée comme non déductible dans la détermination du résultat fiscale est calculée de la manière suivante : (Moyenne des cumuls des 12 derniers salaires bruts mensuels) x anciennetés.

B. Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'a été enregistré sur la période.

C. Faits marquants sur la période ayant impacté les états financiers

a. Réconciliations et toilettage des comptes

Les travaux de régularisation des comptes se sont poursuivis sur l'exercice 2016. Cette activité a notamment permis d'identifier et de prendre en compte des extournes de provisions de 8 milliards de FCFA à l'issue de confirmations de solde et de réconciliations avec les fournisseurs.

b. Contrôles Douanier et réglementaire

Les trois (3) contrôles douaniers ci-dessous ont été menés en 2016 par la Direction Générale des Douanes:

- Régularité des instruments de mesure : le contrôle a abouti à un redressement final de FCFA 84 millions contre FCFA 300 millions marqué dans la notification initiale.
- Régularité des importations relatives à un bon de commande spécifique du fournisseur Ericsson. Ce contrôle a été sanctionné par une amende de 0,7 milliard et des pénalités de 1,2 milliard
- Vérification des déclarations douanières des périodes de 2012 à 2014. Ce contrôle a abouti à un redressement de 1,4 milliard dont 0,7 milliard de pénalités.

c. Affaires Juridique et Contentieuses

- Dans le cadre de l'affaire Airtel/2JTH, le risque d'une perte supplémentaire de près de 5.000.000.000.000 Francs CFA en guise d'astreinte subsistait. Un sursis à exécution auprès de la cour de cassation a été obtenu ; paralysant ainsi les actions de recouvrement de la société 2JTH ;
- Régularisation foncière des sites acquis en propriété par Airtel Gabon : dans le cadre de cette opération, l'Agence Nationale de l'Urbanisme, des Travaux Topographiques et du Cadastre nous a infligé une pénalité. Ainsi, d'un montant de 618.000.000 Francs CFA, nous la société a finalement payé 150.000.000 de Francs CFA.

d. Principaux mouvements du personnel

L'année 2016 a été marquée par une refonte globale de l'architecture de l'entreprise, notamment une réorganisation complète de notre structure et des changements majeurs au niveau du Top & Middle Management. L'objectif visé s'inscrivait dans la continuation de la stratégie de l'année précédente : mettre en place une structure organisationnelle capable de répondre rapidement aux exigences et aux mutations du marché des télécommunications et aux effets émergents du crash du Pétrole et du Gaz.

Parmi les changements majeurs constatés, nous relevons les mouvements suivants :

- **Monsieur Alain KHASHA NTUMWA NTARHIBA** au poste de **Directeur Général d'Airtel Gabon SA.**

- L'arrivée d'un nouveau Directeur Financier en la personne de Monsieur Hamade KOUSSOUBE, expert en Finances en remplacement de Monsieur James De Witt WILDE V ;
- Les Nominations suivantes :
 - Monsieur Cyril NSI ONDZIGUI au poste de Directeur Marketing,
 - Monsieur Tudor SAMUILA au poste de Directeur Réseau,
 - Monsieur Jean BOUDIOUMBO au poste de Directeur Entreprises,
 - Monsieur Pascal N'NAH au poste de Directeur Airtel Money,
 - Monsieur Djéff Loïck ONGANGA au poste de Directeur des Ventes,
 - Madame Irène BALLEY au poste de Directrice de la logistique et des Achats,
 - Madame Jeanne - Ster Bruxia NGOUNOU au poste de Directrice Experience Clients,
 - Madame Stéphanie Christelle GALLIOT au poste de Directrice des Ressources Humaines.

En matière de gestion du Personnel, la société a conduit l'implémentation du Plan de Départ Négocié concernant 86 employés.

En matière de recrutement, la société a accueilli 23 employés.

Au 31 décembre 2016, la société compte 217 employés.

e. Financement de l'activité

- Deux emprunts respectivement de 100 millions de dollars et de 200 millions de dollars avaient été contractés auprès de BAIN sur l'exercice 2015, pour le financement des investissements. En 2016, ces deux emprunts ont été fusionnés en un seul emprunt de 300 millions de dollar à rembourser en totalité au plus tard à fin 2021. L'encours au 31 décembre 2015 est de FCFA 97,6 milliards, soit une augmentation de FCFA 39,7 milliards par rapport à l'exercice précédent.
- Le projet de paiement intégré, Host to host banking a été implémenté avec Ecobank. Il reste cependant quelques activations des comptes des signataires pour le début des paiements via cette banque.
- En 2016 une décision de clôture des comptes « dépenses » UGB, BICIG et BGFIBANK avait été prise pour permettre un meilleur suivi des opérations. Nous avons ainsi pu clôturer les comptes dépenses BICIG, UGB depuis le mois de juillet 2016. Cette clôture a permis une réduction des charges bancaires.

f. Inventaire physique des immobilisations

Un inventaire physique des immobilisations a été conduit entre mars et Septembre 2016 sur l'ensemble des immobilisations de l'Entreprise et avec l'assistance d'un spécialiste externe. Cet exercice a abouti à un assainissement de l'actif immobilisée avec la sortie d'immobilisation d'environ FCFA 2,6 milliards presque totalement amorti.

D. Structure du capital

Au 31 décembre 2016, la structure du capital se présente comme suit :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS ET DE VOIX	Montant en FCFA	POURCENTAGE DU CAPITAL
BHARTI AIRTEL GABON HOLDINGS B.V. (Représentée par Olivier POGNON)	540 000	5 400 000 000	90,00%
FINATEL (Représentée par M. Emile DOUMBA)	19 900	199 000 000	3,32%
GABON INVESTMENT HOLDINGS SA (Représentée par M. Ferdinand NGON)	14 286	142 860 000	2,38%
BICIG (Représentée par M. Claude AYO INGUEDHA)	13 217	132 170 000	2,20%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Représentée par son Directeur Général, M. Alain DITONA MOUSSAVOU)	6 883	68 830 000	1,15%
CLICKAFRICK GABON	5 000	50 000 000	0,83%
MBORANTSUO Marie Madeleine	306	3 060 000	0,05%
OYE MBA Casimir	204	2 040 000	0,03%
EBORI BONGO Ruth Esther	102	1 020 000	0,02%
ONA ONDO Daniel	102	1 020 000	0,02%
TOTAL	600 000	6 000 000 000	100%

Etrangers
Nationaux

2. NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS

2.1. Immobilisations incorporelles

2.1.1. Tableau de variation des immobilisations brutes

Valeurs brutes	Exercice précédent	Acquisitions	Cessions	Régularisations	Virements compte à compte	Exercice
Brevets, licences, logiciels	23 207 764 823	-	-	-	18 676 220	23 226 441 043
Total	23 207 764 823	-	-	-	18 676 220	23 226 441 043

2.1.2. Tableau de variation des amortissements

Amortissements	Exercice précédent	Dotations	Reprises	Régularisations	Virements compte à compte	Exercice
Brevets, licences, logiciels	16 964 393 710	1 808 111 937	-	-	-	18 772 505 647
Total	16 964 393 710	1 808 111 937	-	-	-	18 772 505 647

2.2. Immobilisations corporelles

2.2.1. Tableau de variation des immobilisations brutes

Valeurs brutes	Exercice précédent	Acquisitions	Cessions	Autres régularisations	Virements compte à compte	Exercice
Terrains	1 244 197 164	20 037 188	-	-	21 912 812	1 286 147 164
Bâtiments, Agencements. & installati	204 245 701 971	101 876 238	-	3 788 527 981	195 689 553 470	4 869 496 757
Matériel & mobilier	55 728 042 652	12 358 999 442	5 942 572 690	6 264 079 584	196 658 707 118	252 539 096 939
Matériel de transport	846 917 790	-	-	10 363 588	-	836 554 202
Avances et acomptes sur Immobilisat	1 009 743 252	-	-	-	1 009 743 252	-
Total	263 074 602 828	12 480 912 868	5 942 572 690	10 062 971 153	18 676 792	259 531 295 062

2.2.2. Tableau de variation des amortissements et provisions

Amortissements/Provisions	Exercice précédent	Dotations	Reprises	Autres régularisations	Virements compte à compte	Exercice
Bâtiments, Agencements. & Installati	166 911 007 320	663 620 314	-	-	-	167 574 627 635
Matériel	4 679 070 286	21 763 059 212	6 635 893 133	138 858 493	2 519 003 684	22 186 381 556
Matériel de transport	383 704 516	177 161 234	-	-	-	560 865 751
Sous-total Amortissements	171 973 782 123	22 603 840 761	6 635 893 133	138 858 493	2 519 003 684	190 321 874 941
Core Network Switching et Autres matériel Ericsson	3 650 355 309	1 345 335 986	-	-	2 519 003 684	2 476 687 611
Sous-total Provisions	3 650 355 309	1 345 335 986	-	-	2 519 003 684	2 476 687 611
Total amortissements et provisions	175 624 137 431	23 949 176 747	6 635 893 133	138 858 493	-	192 798 562 552

2. NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS

2.3. Immobilisations financières

	Exercice précédent	Augmentations	Diminutions	Exercice
Cautions sites	11 736 805			11 736 805
Cautions bureaux	34 643 549	12 300 000		46 943 549
Cautions logements	-			-
Cautions location véhicules	-			-
Cautions douaniers	-			-
ASC sites	7 931 277			7 931 277
ASC électricité bureaux	14 378 174			14 378 174
ASC logements	7 293 681	3 322 920		10 616 601
ASC ELECTRICITE SITES	-			-
ASC eau bureaux	1 167 397			1 167 397
ASC eau logements	830 351			830 351
ASC ELECTRICITE LOGEMENT	9 782 512			9 782 512
Cautlon Telephone/Telex/Fax	847 456			847 456
Dep./caut. > 1 an	191 422 738			191 422 738
Cautions leased lines	581 269 638		-	581 269 638
Total	861 303 578	15 622 920	-	876 926 498
Provision sur cautions		276 226 778		276 226 778
Net	861 303 578	260 603 858	-	600 699 720

2.4. Stocks

	Exercice	Exercice précédent
Combinés	450 214 745	1 049 633 544
Cartes à gratter	895 646 905	892 503 884
Cartes SIM	174 425 670	126 086 567
Cartes à gratter stock défectueux	146 887 742	48 789 856
Total valeurs brutes	1 667 175 061	2 117 013 851
Provision Stock combinés	335 378 345	862 744 097
Provision Cartes SIM & cartes à gratter	1 216 960 316	637 031 481
Total provision	1 552 338 661	1 499 775 578
Total Net	114 836 400	617 238 273

2.5. Autres débiteurs

	Exercice	Exercice Précédent
Personnel		112 466 572
Débiteur IBM		144 681 798
Débiteurs UNESCO	931 922 996	1 313 846 154
Loyers Payés d'Avance	134 878 284	252 412 233
Autres charges Cplabilisées d'Avance	1 542 135 490	2 830 602 089
Autres débiteurs divers	40 019 355	
Sous-total	2 648 956 125	4 654 008 845
Saisies conservatoires	3 164 808 145	3 642 967 757
Total	5 813 764 270	8 296 976 602

2.6. Etat Débiteur

	Exercice	Exercice Précédent
TVA collectée pour compte de Tiers		2 338 156 455
TVA déductible sur Biens et services		1 543 327 814
Crédit de TVA		2 014 462 153
TVA Déductible sur Immobilisations		
Crédit d'impôt sur IS		
Etat autres impôts&Taxes		
Retenues à la source	179 584 020	
Total	179 584 020	5 895 946 422

2.7. Associés et sociétés apparentées Comptes débiteurs

	Exercice	Exercice précédent
Société SIPA		
Airtel Money	5 468 117 736	4 905 195 487
Gabon Towers S.A		
Bharti Airtel Netherland BV		
Total	5 468 117 736	4 905 195 487

2.8. Situation nette

	Exercice précédent	Augmentations	Diminutions	Exercice
Capital	6 000 000 000			6 000 000 000
Réserve légale	1 268 947 350			1 268 947 350
Réserve libre	1 110 129 274			1 110 129 274
Report à nouveau	- 4 012 143 175 -	55 745 815 264		59 757 958 440
Résultat de l'exercice	- 55 745 815 264 -	29 393 496 566	- 55 745 815 264 -	29 393 496 566
Total	- 51 378 881 816 -	85 139 311 831	- 55 745 815 264 -	80 772 378 382

2.9. Dettes financières et ressources assimilées

	Exercice précédent	Augmentations	Diminutions	Exercice
Emprunt CITIBANK				
Emprunt BHARTI	57 852 769 522	39 790 120 713		97 642 890 235
Total	57 852 769 522	39 790 120 713	-	97 642 890 235

2.10. Etat des provisions pour risqu

	Exercice précédent	Dotations	Reprises	Exercice
Christophe Lauriano Marques	9 603 349		9 603 349	-
Provision litige 2JTH	2 000 000 000	850 448 170		2 850 448 170
Litige employés	541 564 570	-	-	541 564 570
Alexandre Bell EBENE NDOUMBE	98 782 254	101 217 746	11 415 666	188 584 334
KEASSO	608 107 610		608 107 610	-
Université de Kougouleu		5 179 579		5 179 579
SaiseMahmat		46 448 985		46 448 985
GMG & DMT	499 846 390			499 846 390
Provision ISR	955 380 525	801 544 017	955 380 525	801 544 017
Provision pour demantèlement de sit	528 821 338	85 348 681	9 487 410	604 682 609
Provision taxes	1 406 765 064		337 614 317	1 069 150 747
provision LER	85 805 776	90 687 476		176 493 252
Provision pour pertes latentes	746 375 259	3 451 977 761		4 198 353 021
Total	7 481 052 136	5 432 852 415	1 931 608 877	10 982 295 674

2.11. Etat et organismes internationaux

	Exercice	Exercice précédent
CNSS	842 818 144	445 431 685
Etat retenue à la source	16 050 081	144 560 873
TVA collectée	2 347 774 494	5 290 103 699
Tva déductible p/c de Tiers	271 412 139	1 461 261 266
Taxes sur salaires		308 072 210
Impôts sur les Benefices	878 161 837	2 316 848 201
Others	2 187 232 880	44 923 266
Total Etat et organismes internationaux	2 168 983 814	5 377 504 797

2.12. Dettes sociales

	Exercice	Exercice précédent
Personnel	74 465 789	345 108 989
Provision congés payés	440 363 473	487 142 842
Provision Bonus Annuel	-	868 057 655
Provision pour départ volontaire	81 739 623	492 163 090
CNSS		
Prov./charges sociales CP		
Autres charges de personnel		
Total Dettes sociales	447 637 307	1 502 254 598

2.13. Autres créanciers

	Exercice	Exercice précédent
Cautions		
Caution Post paid Versee		
DEPOTCAUTION DISTRIBUTEUR		
Caution Roaming		
Charges à payer		
Divers produits en attente	2 008 738 151	
Produits constatés d'avance	2 379 458 301	3 428 663 469
Total Autres créanciers	370 720 151	3 428 663 469

2.14. Associés et sociétés apparentées Comptes créditeurs

	Exercice	Exercice précédent
IRF AIRTEL LOAN PRICIPAL		
Airtel money commissions		
Interest accrued - management f	441 257 450	168 710 432
Management's fees	6 296 737 022	4 171 008 902
Total	6 737 994 473	4 339 719 334